

<b>1973</b>	<b>Source :</b> <b><i>La Revue nouvelle</i></b> <b>N° 9</b> <b>septembre 1973</b>
-------------	--

## **Lettre à un ami sionisant**

**Marcel Liebman**

Vincent Goffart le sent probablement et probablement aussi le sait-il, son texte a de quoi décourager ceux qui songent à lui répondre sereinement. Et ce qui décourage, ce n'est pas que le dossier consacré par *La Revue nouvelle* aux Palestiniens ne l'ait pas convaincu, c'est le ton délibérément polémique où il se place et la réaction purement émotionnelle à laquelle il cède le plus souvent.

Une polémique hargneuse où il prend à parti cette « gauche » (comme si la gauche était globalement anti-israélienne ! Affirmation péremptoire et totalement inexacte, banale à force d'être répétée et qui se passe bien évidemment de l'ombre d'une – impossible – démonstration) qui « a laissé crever tant de minorités » (mais la gauche, ce sont aussi ces millions de militants que les fascismes ont fait crever en Italie, en Autriche, en Allemagne, en Espagne, pour ne parler que de l'Europe).

Une polémique où il vitupère – et ce n'est pas très original non plus – une gauche assimilée à la clientèle des drugstores. Vincent Goffart ne devrait pas jalouser les contestables mérites de Jean Cau.

Passons sur la polémique. A répondre sur le même ton, nous ne ferions pas avancer une discussion que nous jugeons nécessaire. Mais il y a l'aspect émotionnel du problème : six millions de Juifs partis en fumée. Voici ce que j'écrivais à ce propos (*Mai*, N° 29, mai-juin 1973) dans une « confession » dont je n'ai jamais auparavant fait étalage et qui n'est pas dans ma manière : *Le souvenir des victimes de la barbarie du nazisme me poursuit et m'obsède, La mémoire de ses innombrables victimes juives prend, en particulier, la forme familière de visages connus, intensément douloureux et pitoyables. Je ne voudrais pas aller au-delà de cette confession et mettre un nom sur ces fantômes qui m'accompagnent. On me permettra cependant de dire ceci : le voudrais-je même, je ne pourrais pas identifier ces destins brisés et ce malheur absolu, je ne pourrais identifier cette détresse désarmée avec les vainqueurs de tant d'expéditions militaires, ni même avec les conquérants du désert. Moins encore avec cet esprit de conquête et d'occupation efficaces ; moins encore - et à la limite - avec ces clubs de milliardaires qui entourent l'Etat hébreu de leur sollicitude.*

Si Vincent Goffart consent à dépasser une réaction affective (je dis bien « dépasser » et non étouffer), il reconnaîtra que l'holocauste juif de la dernière guerre ne justifie pas le sacrifice du peuple palestinien. Il l'admet d'ailleurs (Les Palestiniens, ces « cocus de l'histoire ont raison ») mais ce faisant il ne fait rien pour clarifier le débat. Car lorsqu'il délaisse la polémique ou l'évocation de l'horreur nazie, c'est pour s'empêtrer dans une très significative contradiction.

Voici son raisonnement :

1. Les Palestiniens peuvent légitimement refuser à l'Etat d'Israël le droit à l'existence et même, si je le comprends bien, le détruire (c'est ce que dans une verve caustique qui, parfois, dépasse son objet initial, il appelle « briser le jouet étatique » qu'Israël s'est donné).

2. Il estime que la solution au problème présenté par la résistance palestinienne – une Palestine démocratique et laïque – est une « merveilleuse formule ». Et il insiste – dès fois qu'on s'y tromperait – : « je parle sérieusement ». Et si les gens d'Israël l'acceptaient, il y applaudirait.

3. Mais ce point essentiel paraissant acquis, plus rien ne l'est, car Goffart s'en prend alors une nouvelle fois aux « chrétiens et gauchistes » d'Europe qui soutiennent les Palestiniens et cette « merveilleuse formule » à laquelle il vient – « sérieusement » – de souscrire devient un « pari » et lequel : « ce pari-là, le prendriez-vous sur les gosses des Juifs » ? (Sur les gosses ! ça fait naturellement mieux dans l'interpellation). Et de conclure, contre la « merveilleuse formule », qu'il faut établir deux Etats côte à côte : Israël et la Palestine.

Que de contradictions pour un analyste aussi rigoureux que Goffart. S'il l'est aujourd'hui si peu, ce n'est pas par hasard. Je ne trouve à son irrationalité, à son illogisme, à sa passion et à sa fureur qu'une explication, ou plutôt qu'une origine : le sentiment de culpabilité inspiré par les souffrances des Juifs pendant la guerre. Or, si à travers lui, on peut favoriser le règlement du conflit, assumons-le, ce sentiment, prenons-le pleinement en charge, dégageons-en les implications, observons-en et tirons-en les conséquences. Mais, si de l'autre côté de la barrière, on oppose à un complexe de culpabilité un autre qui ne serait guère moins traumatisant, à l'horreur de l'antisémitisme européen, l'horreur du colonialisme et de l'impérialisme dont furent et sont victimes les Palestiniens ? Où donc ce justicialisme émotif peut-il conduire ?

Je suggère, pour ma part, des méthodes plus saines de raisonnement *politique* et si Vincent Goffart consent à adopter la logique qui est habituellement la sienne, peut-être pourrions l'appliquer aux problèmes des « communautés juives » et à celui de la Palestine puisque son intervention porte sur ces deux questions.

*Les communautés juives.* Goffart affirme : « elles ont le droit de ne pas s'assimiler ». Or il ne s'agit pas ici de nier un *droit*, mais de découvrir un *intérêt*. Il n'y a rien à objecter à la richesse diversifiée des patrimoines culturels. Que les Juifs qui

assument la « culture juive » continuent à la vivre, qui donc y trouve à redire ? Mais alors que cet attachement et cette filiation produisent leurs effets sans ce matraquage constant et ce terrorisme moral permanent inspiré par Israël et par lui organisé et selon lesquels dès l'instant où vous ne vous reconnaissez pas dans cet Etat et où vous en critiquez la conduite, vous vous démasquez comme traître à la *culture juive*, au *peuple juif* et vous insultez la mémoire des martyrs. Voilà le langage sioniste qui n'a rien à voir avec le souci de préserver une continuité de culture : vous êtes Juif, Juif avant tout, Juif à jamais et vous ne le serez vraiment qu'en affirmant et en renforçant cette identité, cette altérité par une allégeance politique totale envers Israël et finalement par votre « retour » au pays, le seul qui soit le vôtre. Il y a là une tentative systématique qui vise à entraver un processus d'évolution sociale par lequel une culture vivante se diversifie, s'enrichit d'apports nouveaux, sans se figer dans une tradition sacralisée par les réactionnaires, sans se fixer sur un projet de départ et de déracinement qui l'arrache de son milieu de développement. Il y a en outre dans ce bombardement idéologique sioniste une tentative à peine déguisée de séparer les Juifs des nations où ils vivent (que l'on songe, entre autres, à la condamnation morale du « mariage mixte »), d'exacerber et d'idéaliser les différences, de politiser les affinités et, finalement, comme le reconnaît Goffart, de « renforcer jusqu'à un certain point » l'antisémitisme.

Eh bien je considère, pour ma part, que si le souvenir d'Auschwitz a le moindre sens, s'il doit être autre chose, comme je le crois, qu'un alibi qu'on exploite, ou un traumatisme qu'on entretient, il condamne ce renforcement de l'antisémitisme qui insulte les morts et menace les vivants. Et s'il est vrai que l'Etat d'Israël prépare un refuge aux futures cibles d'un antisémitisme qu'il renforce, cela se fait au détriment des Palestiniens, ce qui achève de rendre ce projet sioniste nocif, dangereux et aberrant.

2° *L'avenir de la Palestine*. Qu'une chose soit claire : la responsabilité des plans et des perspectives pour l'avenir de ce pays incombe, non aux Européens, qu'ils soient de droite ou de gauche et, parmi ces derniers, pro- ou anti-israéliens, mais aux Palestiniens et aux Israéliens eux-mêmes. Mais ce principe vaut pour tous. Je ne vois pas pourquoi il serait scandaleux de défendre, d'Europe, la thèse palestinienne d'un seul Etat démocratique et laïque, mais qu'il serait, au contraire, légitime d'avaliser (ou de préconiser), comme le fait Goffart, celle des deux Etats (Israël et Palestine) que rejettent les Palestiniens. S'il s'agit là d'une ingérence irresponsable, ce n'est pas seulement à l'adresse des pro-palestiniens qu'il convient d'en dénoncer la coupable légèreté.

Sans se substituer à personne, sans arrogance et *sans complexe*, il faut *analyser* le problème du Moyen-Orient et considérer cet effort de *compréhension* comme une contribution – extrêmement modeste, mais réelle – à son règlement. Or la livraison de *La Revue nouvelle* allait dans ce sens, non seulement parce qu'elle rendait compte des origines historiques du conflit, mais aussi parce qu'elle tentait de cerner la nature de l'Etat israélien et montrait comment ses structures autant que son idéologie rendent

nécessairement précaire la paix dans cette région du monde. Certes, les complexes des Juifs qui y vivent et ne veulent plus y être minorisés sont compréhensibles. Mais encore une fois on ne bâtit pas la paix et on n'en dégage pas les voies à coup de complexes.

Il faut au contraire se demander sur quoi débouche un « complexe » qui s'acharne, contre la géographie et contre l'histoire, à faire d'Israël un Etat à hégémonie juive. Qui pour sauvegarder cette hégémonie, entretient une législation de caractère raciste, en appelle à l'émigration juive extérieure (au risque de « renforcer l'antisémitisme jusqu'à un certain point »), refoule périodiquement les Arabes de Palestine, ou s'inquiète de leur fécondité, renforce ses liaisons avec l'Occident capitaliste (conférences périodiques de milliardaires, collaboration militaire, soutien de l'impérialisme) et perturbe ainsi toute action auto-émancipatrice du monde arabe. Voilà sur quoi devrait porter la réflexion : y a-t-il une relation contraignante entre la conception d'Israël « Etat-refuge » de tous les Juifs (conception qui se justifie par un antisémitisme qu'on est disposé, le cas échéant, à renforcer jusqu'à un certain point) et une « extension géographique indéfinie », que Vincent Goffart condamne ? Autrement dit : le fond du problème ne se situe-t-il pas au niveau des *structures sionistes* d'Israël qui y voit sa protection alors qu'elles en font plutôt un « Etat-citadelle » qu'un « Etat-refuge » ?

On peut et on doit s'interroger sur les moyens de remédier à cette situation, mais n'y a-t-il pas, au préalable, un jugement à poser sur la nature du sionisme et sur ses implications ? La gauche, en tout cas, n'a pas d'autre choix : abandonnant à ses adversaires les charmes douteux du sarcasme et de la diatribe, refusant d'abdiquer devant le chantage émotionnel,<sup>1</sup> elle doit fonder son action sur la *raison critique* qui, seule, ramène finalement au service des hommes.

---

<sup>1</sup> En voici une récente et significative manifestation. Israël ayant été condamné par le Conseil de sécurité pour son recours à la « piraterie aérienne » (sans d'ailleurs que cette condamnation n'entraîne la moindre sanction), bien des observateurs sionistes ont crié à ... l'antisémitisme.